Des consultations "confidentielles" à Bruxelles sur la Diaspora burundaise

@rib News, 10/02/2015 Hold-up sur la reprÃ©sentation de la Diaspora burundaise Demain sâ€™ouvre en Belgique, Ã Thon HÃ´tel EU de Bruxelles, des consultations entre un Â«Â Echantillon de la Diaspora Burundaise en EuropeÂ Â» et la Direction de la Diaspora au sein du MinistÃ¨re burundais des Relations extÃ©rieures et de la CoopÃ©ration internationale, avec lâ€™appui de MIgration EU eXpertise (MIEUX), une initiative conjointe de lâ€™Union europÃ©enne (UE) et dâ€™Internat Centre for Migration Policy Development (ICMPD). La prÃ©paration de ces consultations sâ€™est faite dans la plus grande discrÃ©tion, Ã lâ€™insu des principaux concernÃ©s, Ã savoir les Burundais vivant en Europe. On est dÃ¨s lors en droit de se poser des questions sur les motivations rÃ©elles des organisateurs, le cahier de charge et la reprÃ©sentativitÃ© des participants et leur lÃ©gitimitÃ©, car lâ€™opacitÃ© qui entoure ces assises fait craindre une nouvelle tentative de manipulation politicienne au nom de la Diaspora burundaise.

Â«Â Lâ€™objectif principal de cette activitÃ© est de donner lâ€™opportunitÃ© aux organisations de la diaspora de participer a processus de rÃ©flexion sur le cadre politique et faire part de leurs avis quant Ã son contenu, ce qui est primordial afin dâ€™en assurer la durabilitÃ© et la transparence.Â Â», peut-on lire dans la note de prÃ©sentation, que ARIB.INFO a pu se procurer. Mais malheureusement la rÃ©alitÃ© est toute autre, les organisateurs de ces consultations faisant preuve dâ€™une volontÃ© manifeste dâ€™exclusion, sans prÃ©cÃ©dent, de la quasi-totalitÃ© des Burundais vivant en Europe. En effet, le manque de transparence et le flou entretenu autour du choix des quelques organisations sur les dizaines, voire centaines, qui Å“uvrent au sein de la Diaspora burundaise dans son ensemble, accrÃ©dite la thÃ¨se dâ€™une opÃ©ration orchestrÃ©e Ã pa Bujumbura, et dont on ignore encore les tenants et aboutissants, avec la complicitÃ© de deux ou trois associations prÃ©tendument prÃ©sentÃ©es comme Ã©tant les Â«Â ReprÃ©sentants de la diaspora burundaise en EuropeÂ Â». Selon nos informations, câ€™est la Direction de la Diaspora au sein du MinistÃ¨re burundais des Relations extÃ©rieures et de la CoopÃ©ration internationale qui a elle-mÃªme choisi les quelques participants Ã cette consultation - Â une dizaine de personnes issues de seulement cinq associations au total venant de Belgique, France, Luxembourg et Pays-Bas - et dont lâ€™ambition affichÃ©e est de reprÃ©senter TOUTE la diaspora burundaise dâ€™Europe, sans que personne ne les ait ja mandatÃ©es pour cela. Câ€™est donc avec quelques individus et organisations isolÃ©s que Bujumbura entend dÃ©battre et dÃ©finir la Â«Â Politique nationale de la Diaspora de la RÃ©publique du BurundiÂ Â», dont le Document draft, encore "confidentiel", sera prÃ©sentÃ© par la Direction de la diaspora au cours de ces consultations, et intÃ©grera par la suite les rÃ©sultats des discussions menÃ©s pendant ces deux jours Ã Bruxelles. En optant pour une politique de lâ€™exclusion, les organisateurs de ces rencontres risquent de se mettre Ã dos la plupart des Burundais Ã©parpillÃ©s Ã travers toute lâ€™Europ Lâ€™efficacitÃ© de cette activitÃ© est dâ€™ores et dÃ©jÃ remise en cause et la volontÃ© dâ€™une main mise sur la reprÃ©s Diaspora, par quelques individus, va sans nulle doute provoquer le rejet des conclusions qui seront issues de ces consultations. Cette opÃ©ration vient surtout contredire le Ministre Laurent Kavakure qui, lors dâ€™un passage Ã Bruxelles en 2013, avait publiquement assurÃ© aux Burundais de Belgique quâ€™Ã ses yeux toutes les associations sont dâ€™Ã©gale importance et quâ€™aucune ne pourrait prÃ©tendre annihiler les autres. Il avait ainsi rÃ©ussi Ã couper court aux prÃ©tentions affichÃ©es par deux associations - DBB et AIDBU, pour ne pas les nommer â€“ de sâ€™imposer comme seul reprÃ©sentant d Diaspora. Ils semblerait que les deux associations "rivales" aient trouvÃ© un terrain d'entente et marchent dorÃ©navant "main dans la main", comme on l'a bien remarquÃ© l'Ã©tÃ© dernier Ã Bujumbura, et qu'on le verra sans doute aussi demain Ã Bruxelles ! Le ministre Kavakure aurait-il changÃ© d'avis au sujet de la reprÃ©sentativitÃ© de la DiasporaÂ ? Il faut bien le croire car il est inimaginable que la Direction de la Diaspora au sein de son ministÃ¨re puisse organiser Ã lâ€™Ã©tranger des consultations sur la Â«Â Politique nationale de la Diaspora de la RÃ©publique du BurundiÂ Â» sans son approbation, encore moins dÃ©placer toute une dÃ©lÃ©gation en mission en Belgique sans qu'il ait donnÃ© son aval. En outre, le silence des chancelleries burundaises au sujet de ces consultations interpelle Ã plus dâ€™un titre. Les ambassadeurs Ã©taient-ils dans le secret ou ont-ils Ã©tÃ© court-circuitÃ©s ? L'expression d'un ressentiment croissant Ã l'Ã©gard de ce Â«Â diktat de Bujumbura est perceptible au sein de la Diaspora burundaise dâ€™Europe au fur et Ã mesure que de bribes d'informations au sujet de ces consultations, prÃ©parÃ©es dans le plus grand secret, lui parviennent. Câ€™est plus particuliÃ¨rement le cas en Belgique oÃ¹ lâ€™Ambassadeur FÃ©lix Ndayisenga avait jusquâ€™ici rÃ©ussi Ã associer toutes les organisations des Burundais de Be sans exclusive, dans toutes les initiatives les concernant.La mise Ã lâ€™Ã©cart de cette rencontre, de lâ€™ensemble du mon associatif burundais de lâ€™Europe, augure-t-elle dâ€™une nouvelle politique du pouvoir en place au Burundi Ã lâ€™Ã©gard DiasporaÂ ? La question mÃ©rite dâ€™Ãªtre poser. Est-ce la fin du rassemblement jusqu'ici affichÃ© dans les chancellerie burundaises, Ã Bruxelles ou ailleurs ? L'avenir nous le dira. Gandhi avait lâ€™habitude de direÂ : Â« Tout ce que vous faites pour moi sans moi, vous le faites contre moi Â». Lâ€™Ã©chec de beaucoup de projet provient souvent de la maniÃ¨re dont les dÃ©cisions sont prises. Les participants Ã ce round de consultations, ses initiateurs et ses financiers ont tort de vouloir penser et dÃ©cider Ã la place de lâ€™ensemble de la Diaspora burundaise, sans se rÃ©fÃ©rer Ã son avis. En effet, tenue Ã des discutions sur la Â«Â Politique nationale de la DiasporaÂ Â», cette derniÃ¨re ne se sentira pas partie prenante de son exÃ©cution et va se dÃ©sintÃ©resser dâ€™un projet auquel elle aurait pu donner son adhÃ©sion si elle y avait Ã©tÃ© associÃ bonne et due forme. Pour quâ€™une population sâ€™intÃ©resse Ã une activitÃ©, il faut nÃ©cessairement lâ€™associer intir lâ€™identification des besoins et Ã la dÃ©termination des prioritÃ©s, Ã la recherche des solutions et Ã la prise des dÃ©cision Dans le cas dâ€™espÃ¨ce, les organisateurs de ces consultations de Bruxelles auraient pu, auraient dÃ», MIEUX faire. Le tout reste de savoir ce qui sortira des Ã©changes au cours de ces rencontres. En attendant, ne trouvez-vous pas que le citoyen a le droit de savoir Ã quelle sauce il va Ãªtre mangÃ©Â ? Nous siÂ ! Câ€™est pourquoi la RÃ©daction dâ€™ARIB.INFO de publier lâ€™intÃ©gralitÃ© des documents quâ€™elle a pu se procurer concernant ces consultations des 11 et 12 fÃ©vrier Â Bruxelles, afin de permettre Ã lâ€™ensemble de la Diaspora burundaise de connaÃ®tre ce qui se trame, en SON nom, derriÃ¨re son dos. [La RÃ©daction] Lire les DocumentsÂ : - Programme des 11-12 fÃ©vrier 2015 - Draft de "Politique nationale de la Diaspora de la RÃ©publique du Burundi" - Appui Ã la RÃ©publique du BurundiÂ : Fiche dâ€™Action - Quâ€™ que MIEUX - Note logistique pour les participants invitÃ©s